

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'aveu de Harraoubia

Dans sa première apparition publique depuis l'entame de la contestation estudiantine, il y a de cela plus d'un mois, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est dit surpris de l'ampleur des rumeurs, aussi infondées soient-elles, ayant poussé les étudiants à évoquer des choses invraisemblables. Il a néanmoins avoué que le gouvernement a annulé un décret dont le contenu était plutôt rationnel.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Hier, à l'Université des sciences et technologie Houari-Boumediène d'Alger (USTHB), à l'ouverture de la Conférence nationale des chefs d'établissements de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia est revenu sur le résultat des réformes du secteur suggérant que le décret annulé dans la foulée du dernier mouvement contestataire (10-315, ndlr) ne «lèse plutôt aucune catégorie».

Pourquoi, l'a-t-on alors annulé, du moment que nous sommes convaincus de son bien-fondé et de son contenu qui est rationnel ? Quiconque croit en sa légitimité l'aurait imposé de force ? Le ministre avait en tout cas justifié ce recul par l'ampleur des dégâts : «S'il s'était agi d'une minorité d'étudiants, nous aurions eu à leur expliquer la chose mais ça avait atteint un point tel que nous

devions l'annuler et inviter les étudiants à prendre part au débat que nous avons organisé dans un esprit de concertation pour parler de toutes ces préoccupations.»

Il a par ailleurs insinué qu'il y avait des arrières pensées politiques derrière cette agitation : «Je ne pourrais juger les intentions des uns et des autres mais, moi, je me prononce seulement sur l'acte pédagogique et scientifique et je vous dit bien que les inquiétudes des étudiants ont été disséquées à plus de 90 % et il ne reste que quelques points que nous devons régler au cours de cette conférence nationale des chefs d'établissements, à laquelle ont été associés plus d'une centaine d'étudiants représentant différentes universités et écoles supérieures du pays». Dans sa communication, le recteur de l'université de Constantine a en effet récapitulé les recommanda-



Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

tions émanant des débats tenus à l'échelle des établissements et à celle régionale, et ce, avant d'énumérer les divergences affichées par les délégués des étudiants. Ces derniers veulent mettre dans le même panier et les licences de l'ancien et du nouveau système, le

DEUS (diplôme des études universitaires supérieures) et le DEUA (diplôme des études universitaires appliquées) ainsi que la création d'un «diplôme intermédiaire entre la licence et le master». Le ministre, a promis qu'un «écrit» sanctionnera les travaux de cette

conférence de manière à ce que tout soit «clair» et personne n'aura, rassure-t-il, à interpréter à sa façon les textes de lois encadrant la formation dans le domaine de l'enseignement supérieur. «Nous avons même entendu de la bouche d'un étudiant que le gouvernement a institué un diplôme d'intellectuel. Chose plutôt invraisemblable. Moi, j'aurais aimé que tous les diplômés universitaires soient intellectuels», s'étonne-t-il. Il convient, enfin, de noter qu'une communication donnée par le directeur du budget auprès du ministère de l'Enseignement supérieur a porté justement sur la nouvelle grille indiciaire, entrée en vigueur en janvier 2008. Une communication chiffrée où il a présenté des fiches de paie indiquant que les salaires des fonctionnaires ont doublé. «Le décret ne concerne pas uniquement les étudiants mais tous les fonctionnaires. Pourquoi ces fonctionnaires n'ont pas protesté ? Et puis, la Fonction publique n'est pas le seul employeur. Et les salaires sont plus importants dans le secteur économique», a conclu M. Harraoubia.

L. H.

CONTESTATION DANS LES UNITÉS DE PRODUCTION DE LA SONATRACH

Vers un boycott total de la restauration

Les travailleurs des unités de production de la Sonatrach prévoient de radicaliser leur mouvement dès demain, mardi, si la direction ne prend pas en compte leurs revendications. Ils envisagent de boycotter tous les repas servis au niveau des bases.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le délai accordé par les travailleurs des unités de production de la Sonatrach à leur direction générale pour prendre en charge leurs revendications prend fin aujourd'hui. A Hassi R'mel, unité d'où a été lancé le mouvement de contestation, toutes les éventualités ont été prises en compte. «Nous attendons un signal fort de la part de la direction générale. Lors de sa visite, le P-dg nous avait demandé de patienter durant une vingtaine de jours afin de répondre à nos revendications. Nous lui accordons jusqu'à lundi, 21h (ce soir) pour réagir. Passé ce délai, notre mouvement passera à une autre étape», expliquait, hier, un des représentants du collectif des travailleurs de Hassi R'mel. La prochaine étape consistera à boycotter tous les repas servis au niveau des cantines. «Notre programme prévoit plusieurs actions de contestation. Jusqu'à présent, nous avons boycotté le repas de midi et tenu des sit-in devant le siège de la direction régionale.

Mais nous n'avons aucune réponse, dès mardi, les travailleurs boycotteront tous les repas et tiendront des sit-in permanents devant la direction régionale. Certains travailleurs ont également annoncé qu'ils entrèrent en

grève de la faim jusqu'à ce que les revendications aboutissent. Mais l'opinion publique doit comprendre que nous n'avons aucune intention d'arrêter la production. Ce n'est pas une grève puisque nous continuerons à travailler.» Notre interlocuteur précise que les représentants des travailleurs de Hassi R'mel et ceux des unités de production qui suivent le mouvement de protestation – El Hamra, Rhourde, Ennousse, TFT et Gassi

Touil – se disent particulièrement déçus par l'absence de communication dont fait preuve la direction de la compagnie nationale. «Il y a absence totale de communication. Les responsables de la Sonatrach n'ont même pas daigné répondre à notre lettre adressée le 16 mars. Mais ils doivent comprendre que nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout pour arracher nos droits.»

T. H.

ILS SE SONT RASSEMBLÉS DEVANT LE PALAIS DU PEUPLE

Les citoyens de La Casbah revendiquent un maire

Une trentaine de citoyens de la commune de La Casbah se sont rassemblés, hier, devant le Palais du Peuple pour revendiquer l'installation d'un P/APC.

Une année après que l'ex-maire de La Casbah, Amar Zetili, ait été démis de ses fonctions par le wali délégué de Bab El-Oued, suite à un retrait de confiance de la part de ses pairs et un état de blocage qui a duré plus de deux ans, La Casbah demeure toujours sans maire. Cette situation inquiète

de plus en plus les citoyens de cette commune qui ont tenu hier un rassemblement devant le palais du Peuple. «Pour cette fois-ci, nous avons choisi de ne pas venir en grand nombre. Nous sommes approximativement une trentaine d'individus, chacun représentant un quartier. La situation dans laquelle se trouve notre commune est lamentable et les citoyens peuvent investir la rue d'un moment à l'autre», dira l'un des protestataires. En effet, les affaires de la commune sont, depuis plus d'une année, gérées

par une fonctionnaire qui a été provisoirement désignée. Chose que les citoyens de La Casbah ne supportent plus. «L'article 51 du code communal, stipule qu'un gestionnaire administratif peut être désigné pour une période ne dépassant pas un mois en cas de conflit. Mais, apparemment, chez nous, c'est le provisoire qui dure. Nous sommes venus, cette fois-ci, demander pacifiquement l'installation officielle d'un maire, et ce, conformément à la législation en vigueur», ont-t-il ajouté.

M. M.

NORMALISATION DES PRODUITS NATIONAUX

L'lanor ambitionne de créer 1 000 nouvelles normes en 2014

Près de 700 normes nationales dans plusieurs secteurs de production et de services ont été élaborées et publiées par l'Institut algérien de normalisation (lanor) en 2010. Selon son directeur général, l'institut vise 1 000 nouvelles normes en 2014.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Uniquement 1 100 entreprises nationales sont certifiées ISO 9001», a affirmé Mohamed Chaïeb Aïssaoui, directeur général de l'lanor, lors d'une rencontre tenue hier au forum d'El Moudjahid à l'occasion de la Journée arabe de la normalisation. Devant l'importance et la densité du tissu économique

et industriel de notre pays, il a qualifié ce chiffre d'«insuffisant». Il a ainsi incité les opérateurs économiques à s'inscrire dans la «logique de qualité». «Il faut que les entreprises algériennes se mettent à la normalisation de leurs produits et systèmes de gestion», a-t-il dit. Il a également plaidé pour la «labellisation des produits agricoles» affirmant qu'un projet allant dans ce sens et touchant 500 fermes est en cours». Considérant la qualité comme «le passeport pour le marché international», le même responsable a indiqué que son organisme a signé une convention de partenariat à l'échelle internationale. «Nous avons signé des conventions avec

des organismes de normalisation américains, européens, russes et maghrébins en vue de la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité», a-t-il expliqué. Quant à l'accès des marchandises algériennes au marché arabe, qui obéit à 8 800 normes, il estime que la condition essentielle se trouve dans «le marketing et la crédibilité du produit». Il a relevé, par ailleurs, que l'Algérie, qui était classée à la 105^e place par l'organisation mondiale de normalisation (ISO), est passée à la 46^e place. «Dans le monde arabe, l'Algérie occupe la 2^e position et la 3^e en Afrique, après l'Afrique du Sud et l'Égypte», a-t-il encore précisé.

R. N.

TRAVAILLEURS
COMMUNAUX

AFFILIÉS

AU SNAPAP

Une grève
de cinq jours
suivie d'un
rassemblement

Les travailleurs communaux affiliés au SNAPAP observeront, à partir du 10 avril prochain, une grève de cinq jours, suivie d'un rassemblement devant la chefferie du gouvernement. Dans un communiqué adressé, hier, à notre rédaction, le conseil national du secteur des communes affilié au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, qui a tenu une réunion, vendredi dernier, à la maison des syndicats, annonce une large action de protestation.

Ainsi, après leur débrayage de trois jours en février dernier, les travailleurs communaux ont-ils décidé de reconduire une grève de cinq jours, à partir du 10 avril prochain, suivie d'un rassemblement, le 14 avril, devant la chefferie du gouvernement. Dans sa plateforme de revendications, le conseil national du secteur des communes exige «la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux, l'intégration de l'ensemble des vacataires et contractuels, le respect des libertés syndicales et du droit de grève, la réintégration du syndicaliste de la commune de Chlef, Hadji M'hamed, licencié arbitrairement, ainsi que l'abrogation de l'article 87bis de la loi 90/11 qui limite l'augmentation du SNMG, le maintien du régime de la retraite sans condition d'âge, et, enfin, la concertation avec le partenaire social dans l'élaboration du nouveau code du travail».

M. M.